

VALEUR du dinar

La chute silencieuse



La dévaluation de la monnaie nationale impacterait le pouvoir d'achat du citoyen. © D.R

La chute de la valeur du dinar risque de s'accélérer en raison de l'aggravation des déséquilibres financiers du pays, suite à l'érosion des prix du pétrole.

La problématique de la gestion du taux de change du dinar se pose de nouveau avec acuité, au regard de la forte détérioration des fondamentaux de l'économie nationale et des perspectives, pour le moins assombries, qui guettent les finances du pays. Pour nombre d'experts et d'acteurs de la sphère financière locale, la valeur du dinar était déjà surévaluée avant même la récente dégringolade des prix du pétrole et la contraction des réserves officielles de change, dont l'encours total est attendu à l'équivalent d'à peine une année d'importation, soit quelque 44 milliards de dollars à fin 2020, contre un peu plus de 60 milliards de dollars avant les crises sanitaire et pétrolière en présence.

Corrélativement, les cadrages macro-financiers anticipés en début d'exercice à travers la loi de finances initiale (LF 2020) ont été largement faussés par la jonction d'un prix du pétrole divisé brutalement par deux et les effets de récession indissociables de l'urgence sanitaire. Telle que projetée officiellement à travers la LF 2020, soit avant la crise en cours, la parité de la monnaie nationale devait déjà se déprécier graduellement, mais plus ou moins modérément, sur trois exercices consécutifs, pour passer d'un taux moyen qui tournait autour de 120 DA pour un dollar à la fin de l'exercice écoulé à 123 DA pour un dollar durant l'année en cours, puis respectivement à 128 et 133 DA pour un dollar durant les deux prochaines années.

En tout, en anticipant un prix de pétrole à 60 dollars, la loi de finances initiale prévoyait déjà un dinar en chute

de près 10% en trois ans, sur la base de scénarii plutôt favorables de meilleures recettes d'exportations pétrolières et gazières et donc de moindre aggravation des déficits financiers externes et internes du pays. Les choses n'étant plus ce qu'elles étaient lors de l'élaboration de ces cadrages de la LF 2020 - loin s'en faut -, une dépréciation plus accélérée du dinar, voire sa dévaluation au sens administratif du terme, risque d'être non seulement inévitable, au vu de la nouvelle réalité des fondamentaux de l'économie nationale, mais aussi nécessaire pour resserrer les importations et amortir par-là même l'explosion des déficits internes et externes du pays.

Impact social

D'ores et déjà, les dernières cotations du marché officiel des changes telles que publiées par la banque centrale - qui depuis ces quelques dernières années privilégie plutôt une gestion stable du taux de change - indiquent une dépréciation très perceptible de la monnaie nationale, dont la parité est passée ainsi à près de 129 DA par rapport à la devise américaine, contre un cours de 120 DA pour un dollar, il y a à peine quelques mois.

Pour beaucoup d'experts, à l'instar du professeur d'économie Raouf Boucekkine, hormis dévaluer le dinar et réduire les dépenses de l'État, il est difficile d'envisager des réponses efficaces à court terme face aux risques en présence d'explosion des déficits internes et externes du pays. Des réponses qui, faut-il le noter, sont d'autant plus à prévoir que le gouvernement a d'ores et déjà décidé d'exclure les autres instruments d'ajustement dont il pourrait disposer, en l'occurrence un probable retour à la planche à billets ou encore un hypothétique recours à l'endettement extérieur, ce qui, pour ainsi dire, est loin d'être à portée de main pour une économie essentiellement pétrolière comme celle de l'Algérie.

Quoi qu'il en soit, une dévaluation volontaire en guise de mesure d'ajustement, ou forcée en raison de la dégradation des finances de l'État, impacterait, faut-il le souligner en définitive, et le pouvoir d'achat des ménages et la sphère productive, dont l'activité dépend pour l'essentiel d'intrants importés et payés en devises fortes.

Sauf qu'en l'absence de réformes structurelles concrètes pour enrayer l'aggravation des déséquilibres financiers et économiques, l'accélération de la dépréciation de la monnaie nationale semble être aujourd'hui pour le moins très difficilement contournable.

Akli Rezouali